

NOUVEAUX NUMÉROS DE REVUES

MAJ : 25/11/2025

Actualités Sociales Hebdomadaires



N° 3332 - Novembre 2025
Handicap - À quand une école
vraiment inclusive ?

Sciences Humaines



N°383 — Novembre 2025
Pourquoi tombons-nous
(encore) amoureux ?

EJE Journal



N°115 Novembre - Décembre 2025
Accueillir des « Enfantastiques »

Le Bulletin de la Protection de l'Enfance



N°160 - 163 - Été 2025
Danger immédiat :
L'efficience dans l'urgence
Sommaires sur les pages suivantes

Ces numéros sont
à retrouver dans
votre centre de
documentation
L'EDIAC Formations
en consultation sur
place.



Ce document est disponible sur
le site de L'EDIAC Formations :
<https://www.ediacformation.com/le-centre-de-documentation/>



Au programme

6

INSPIRATIONS

6 **Tour de France**
Bidonvilles : de l'« aller vers, pour ramener vers »

10 **L'esprit ouvert**
Magali Lafourcade : pour une justice impartiale

12 **Reportage**
Revoir grâce à l'entreprise à but d'emploi Emerjean



18 **Portrait**
David Cluzeau : objectif, la cour des grands

21

MANAGEMENT & RÉSEAUX

21 **Politique salariale**
Comment les associations partagent leur « valeur »



26

ENQUÊTE

26 **EN COUVERTURE**
Accessibilité

À quand une école vraiment inclusive ?



25 **L'écho des réseaux**
Thomas Lesueur : « La PJJ réinvestira la protection de l'enfance »



Le mag
du travail
social

85, rue de Maubeuge - 75010 Paris
Directrice de la publication :
Fabrice Audier

Rédactrice en chef : Laurence Ubrich

LA RÉDACTION - Le mensuel et le site - Rédaction : Anne-Noémie Dorion (rédactrice en chef adjointe), Benjamin d'Alguère, Noémie Letellier, Chifa Montassar, David Prochasson - Secrétariat de rédaction-Maquette : Fatima Benbella, Christophe Mouché (secrétaires de rédaction), Priscilla Julien (rédactrice graphiste).

Ont participé à ce numéro : Catherine Abou El Khair, Brigitte Bégué, Adèle Cailleteau, Stéphanie Danancier (alias Pavlo), Tim Douet, Solenn Durox, Claire Gaudanger, Margot Hemmerich, Armandine Perina, Éléonore de Vaumas.

COUVERTURE ET ILLUSTRATIONS DE L'ENQUÊTE : Sébastien Jenger - sebastien@primoproject.com

Contacter la rédaction :
redaction@ash.tm.fr

PUBLICITÉ-ANNONCES (emploi, formation, appels d'offres, colloques) : Nadia Dumari (directrice de clientèle) - 067403344-n.duman@alaloopmedia.fr - ash-job@ash.tm.fr

MARKETING, VENTES ET DIFFUSION : Alaloop Média
• Service abonnements et ventes au numéro :
abonnements-ash@alaloopmedia.fr

Responsable service abonnements : Marc Zaffagni - 0665405454

ABONNEMENTS : 11 numéros, 4 numéros juridiques et un accès aux archives du magazine sur www.ash.tm.fr. Professionnels : 156,71 € HT - 160 € TTC - Prix au numéro : 15,18 € HT - 15,50 € TTC - Etranger : nous consulter

Nous contacter :
ashcontact@alaloopmedia.fr

• Editeur : Alaloop Média SAS - RCS Paris 934 067 356 - Siège social : 85, rue de Maubeuge - 75010 Paris

• Fabrication : Frédérique Carton

CPPAP n°0427 T87391 - ISSN n°1145-8690 - Dépôt légal : novembre 2025 - Reproduction interdite - Impression : ILD Imprimerie Léonie Déprez - 962, allée de Belgique - 62128 Wancourt - Origine géographique du papier : Hagen en Allemagne. Taux de fibres recyclés : 0 %. Taux d'eutrophisation : 0,020 Kg/tonne - PEFC



www.ash.tm.fr

ALALOOP MEDIA

37

CAHIER JURIDIQUE

38 **Le JO à la loupe**

40 **Dossier juridique**
De la prise en charge du grand âge à la loi « bien vieillir »

44 **Le droit et la pratique**
La faute excusée dans une procédure de divorce



45

TÈTES CHERCHEUSES

45 **Sur quoi travaillez-vous ?**
« Le milieu ouvert ne devient-il pas un grand fourre-tout ? »

48 **C'est en débat**
Faut-il favoriser la parole de l'enfant en audience ?



50 **Culture pro**

52 **Mémoires du social**
Pédagogie ou éducation spécialisée ? Episode 1 : la formation des maîtres

53

FORMATION

53 **Tendance pédago**
Lorsque le handicap se conjugue au temps qui passe

56 **En continu**
Professionnaliser l'accompagnement nocturne

57 **Le métier du mois**
Assistant familial

58 **Vocation TS**
« J'ai gagné au change »

60 **ANNONCES CLASSÉES**

ET TOUJOURS...

64 **Vince l'éduc très spécial**

65 **C'est vous qui le dites**

66 **Tara Kabe**



AGENDA

■ 18 novembre - Webinaire

Egalité et contrôle coercitif : des enjeux majeurs dans la lutte contre les violences intrafamiliales. Cycle de webinaires proposés par Citoyens & Justice. Autres dates : 9 décembre, 8 et 22 janvier, 10 février
■ Tél. : 05 56 93 62 26.
■ Mail : communication@citoyens-justice.fr

■ 20 novembre - Lyon

Inspections et contrôles : préparer, dialoguer, améliorer. Journée d'étude de l'Uriopss Auvergne-Rhône-Alpes.
■ Espace Sarrazin : 8, rue Jean-Sarrazin
■ Tél. : 04 72 84 78 10
■ Mail : a.marlier@uriopss-ara.fr

■ 20 novembre - Paris

L'audition des enfants en questions, en réponses et en actions. Colloque organisé par l'Association internationale des auditeurs d'enfants (CLIA).
■ Auditorium du Barreau de Paris (et en distanciel).
■ Tél. : 01 86 70 86 41
■ Inscription : shorturl.at/xYLiH

■ 24 et 25 novembre - Lyon

Rencontres du logement accompagné de l'Unafo (Union professionnelle du logement accompagné).
■ Centre de Congrès : 50, quai Charles-de-Gaulle
■ rentrées2025.unafo.org

■ 3 et 4 décembre - Paris

La protection de l'enfance dans tous ces états ! Conférence internationale organisée par la Cnape et l'Acreai.
■ Contact : ancreai@ancreai.org

■ 4 et 5 décembre - Nancy

Protéger sans enfermer. L'autodétermination, un levier de la (ré)évolution des pratiques professionnelles. Assises nationales des établissements publics de la protection de l'enfance du Gepso.
■ Centre Prouvé : 1, place de la République (et en distanciel).
■ Tél. : 06 99 60 93 95.
■ Mail : formation@gepso.com.

ÉDITO

L'information préoccupante, un dispositif qui n'est pas sans danger !



DIDIER LESUEUR

Rédacteur en chef du BPE
Ex-Délégué général de l'Odas

Vous avez envie de proposer un sujet à l'équipe de rédaction du BPE, de présenter un travail que vous menez, une expérience que vous construisez, ou simplement exprimer un coup de cœur ou un coup de gueule, écrivez-nous : assises@lejas.com

En créant le dispositif de l'information préoccupante (IP) en 2007¹, nul n'imaginait l'impact considérable de ce dispositif sur le fonctionnement, voire l'organisation des services sociaux et médico-sociaux des Départements. Sur ce sujet, l'Etat n'a pas ménagé sa peine en moins de vingt ans.

En effet, l'article initial, L226-3 du code de l'action sociale et des familles (CASF), créant le dispositif de l'IP et celui de son recueil sous l'autorité du président du Conseil départemental a été modifié successivement en 2016 puis en 2022 par les deux lois réformant la protection de l'enfance². Cet article a été complété par voie réglementaire à cinq reprises, d'où il résulte 8 articles (D226-2-1 à D226-2-8 du CASF). Sans omettre le cadre national de référence en matière d'évaluation globale de la situation des enfants en danger ou en risque de danger, rendu public en janvier 2021 par la Haute autorité de santé (HAS) d'un total de 368 pages composé d'une synthèse, d'un préambule, de trois livrets et de 8 fiches pratiques.

Voici un dispositif très conséquent dont la finalité est de mieux repérer les enfants en danger ou en risque de danger. Mais l'impact est d'une part, d'augmenter encore la méfiance des parents à l'égard des services sociaux et médico-sociaux, et d'autre part, d'emboliser l'action des Départements. Il est essentiel de mieux repérer, mais répondre aux difficultés identifiées est tout aussi important.

Car la grande majorité des IP ne concerne pas la maltraitance d'enfants sous toutes ses formes mais révèle l'ampleur de la « parentalité abîmée » pour reprendre le titre d'une récente publication de l'Ecole des parents et des éducateurs³. Sur ce sujet, les réponses traditionnelles de l'aide sociale

à l'enfance sont inadaptées. En effet, ces réponses doivent se situer avant tout sur le terrain éducatif, et le plus précocement possible.

Or comment travailler sur ce sujet dans une société où les repères éducatifs ne sont plus partagés ? De surcroit, l'évolution des relations familiales et sociales ont renvoyé l'éducation progressivement dans la sphère privée. Une évolution qui rend encore plus complexe pour les professionnels l'évaluation des capacités éducatives des parents, car ils n'échappent pas « eux-aussi » à ces effets de l'individualisme croissant.

Pourtant, comme le confirme la dernière enquête de l'Observatoire des familles de l'Union nationale des associations familiales (UNAF) « *Etre parent aujourd'hui* »⁴, si les parents dans leur majorité reconnaissent être parfois dépassés, ils sont en attente de plus de partage sur l'éducation.

Il y a donc là un champ immense à défricher pour construire des approches éducatives adaptées à notre monde d'aujourd'hui et où le travail social et médico-social a un rôle moteur à jouer, notamment la protection maternelle et infantile (PMI). À la condition de construire une relation de confiance avec les parents et de favoriser des logiques de soutien entre pairs, en s'appuyant tous ensemble sur les besoins fondamentaux de l'enfant et le méta-besoin de sécurité, thème des Assises de la protection de l'enfance de juin 2025.

1-Loi 20027-293 du 5 mars 2007 réformant la protection de l'enfance

2- Loi 2016-297 du 14 mars 2016 relatif à la protection de l'enfant et loi

2022-40 du 7 février 2022 relatif à la protection des enfants

3- L'école des parents et des éducateurs 655 "Parentalités abîmées ?"

Hors-série n°8 – Printemps 2025

4-Enquête rendue publique le 21 mars 2025 – Résultats complets

disponibles sur le site internet de l'UNAF

SOMMAIRE

RENCONTRES - COUPS DE CŒUR : Gilles Fouassier, Claire Mastalski, Toumany Diakité, Linda Bali et Sandy Jaunet-Wegerhoff	3
Décryptage : Prévention : pourquoi est-on aussi mauvais ?	12
L'invitée du numéro : Claire Hédon, Défenseure des droits	20
Dossier : Des réflexes d'urgentistes pour la protection des enfants	28
Il faut tout un village : Le Programme d'épanouissement par le sport (PEPS)	34
Fnadepape : Promouvoir la Protection de l'Enfance ou la stigmatiser ? par Jean-Marie Muller	40
Protection de l'enfance : Ce que les cris ne disent pas, par Christian Haag	41
Speak ! : La situation des mères protectrices	44
Tribune : L'enfance mérite mieux que des promesses par Hamza Bensatem, président de l'Adepape 13	46

AVERTISSEMENT : la rédaction du BPE est soucieuse de promouvoir et de soutenir la parole des premiers concernés et leur engagement bénévole auprès de leurs pairs. C'est pourquoi elle met à disposition de d'associations de personnes concernées, plusieurs pages dans chaque numéro. Si la rédaction partage l'essentiel de leurs sujets de préoccupation, les messages délivrés et propos engagés tenus dans les colonnes de ces associations n'engagent que leurs rédacteurs et ne sauraient être imputés au BPE.